

tribune socialiste

HEBDO

N° 848 — 2 F DU 14 FEV. AU 21 FEV. 80

PSU

A NOS LECTEURS

NOS AMIS, NOS CAMARADES

Editorial

Vous avez dans les mains T.S. Hebdo nouvelle formule. Nouvelle formule par son format, mais aussi par son contenu. Nouvelle formule par la composition de son équipe rédactionnelle qui a fait le pari de donner à T.S. Hebdo une destination et une utilisation différentes, plus conformes aux vœux de l'ensemble des militants que la formule précédente. Nouvelle formule également dans sa fabrication: rédaction, composition, impression sont rassemblées en un seul point, rue Borromée, donnant ainsi à l'ensemble une cohésion qui ne peut être que bénéfique.

Par ailleurs, vous trouverez page A un *mode d'emploi* de votre nouveau T.S. Hebdo dont il faudra faire, non la *chose* de quelques rédacteurs, mais bien l'hebdomadaire d'informations militantes, de liaison et de débats de tous les adhérent(e)s et sympathisant(e)s du Parti.

Pour se faire, notre projet se divise en deux parties: une partie dite *externe* dans laquelle trouveront place les informations sur la vie publique du parti, les propositions et prises de positions de ses secteurs d'intervention, ainsi que les orientations générales définies par ses instances et que nous désirons faire connaître au plus grand nombre. Cette partie *externe* sera servie à tous nos abonnés et utilisée pour une diffusion publique.

Une autre partie, *interne*, sera consacrée spécialement aux informations et débats internes. Figureront en particulier dans cette partie la *Lettre du B.P.*, les travaux de la D.P., les contributions aux débats internes du parti. On prévoit également un calendrier interne de nos activités. Cette partie, en page centrale, ne sera servie qu'aux adhérents.

Ce premier numéro est loin d'être achevé dans sa forme. Nous sommes en période de rodage. Nous nous efforcerons de réduire celle-ci au minimum nécessaire. Mais nous sommes conscients qu'il y aura beaucoup d'erreurs à redresser et beaucoup de *trucs* à apprendre. Le petit volume du présent numéro est le résultat d'une décision de l'équipe rédactionnelle comme *premier pas*. Par la suite, le nombre de pages, internes comme externes, sera fonction de l'actualité. Fonction aussi de l'intérêt que porteront les lecteurs de T.S. Hebdo à sa nouvelle formule, ainsi que de la régularité avec laquelle lui sera fournie l'*alimentation* nécessaire par ses rédacteurs(trices) bénévoles, occasionnel(le)s ou permanent(e)s.

Le comité de rédaction

P.S.U. BRETAGNE

Après la manifestation de Plogoff, étendre la résistance anti-nucléaire en Bretagne - et dans tout l'hexagone - pour refuser le nucléaire et décider nous-mêmes.

Pour le PSU-BRETAGNE, opposé au nucléaire à Plogoff et ailleurs, le rassemblement imposant de Dimanche à Plogoff est la manifestation évidente d'un sentiment antinucléaire profond et de plus en plus large malgré la propagande pro-nucléaire officielle.

Plus de 30 000 opposants venus de toute la Bretagne, c'est une raison de plus de boycotter cette enquête-bidon limitée à 4 communes alors que toute la région est concernée et montre ainsi son opposition.

Le combat des habitants de Plogoff est fondamental et les sections de Cornouaille du PSU-BRETAGNE y participent activement (présence dans la nuit des barricades, information dans la région, relation avec le Comité de Défense, mise en place d'un comité de soutien...).

Mais il faut aussi dépasser le cadre géographique du Cap-Sizun et la durée de l'enquête pour étendre cette résistance antinucléaire à toute la Bretagne et à tout l'hexagone et renforcer le mouvement antinucléaire.

Le pouvoir capitaliste, le préfet, et la direction d'EDF n'ont que la force, la violence et l'occupation militaire pour imposer un programme nucléaire qui ne profite qu'aux Industriels-marchands de centrales. Aggravant toujours le centralisme de l'état bourgeois, ils refusent encore aux Bretons le droit de décider eux-mêmes de leur avenir.

Comme dans d'autres pays où le nucléaire est remis en cause, le Danemark récemment, les antinucléaires peuvent gagner en élargissant la lutte de Plogoff à travers un rapport de force populaire en Bretagne.

La rédaction a également reçu un communiqué du PSU-BRETAGNE dénonçant l'attitude du P.C.F. à l'égard des militants antinucléaires rendus responsables du «climat de violence et de haine» à Plogoff.

A PROPOS DU PROCES DE ROUEN
(18 février 80, 14h, tribunal de Rouen)

VOIX POLITIQUES DANS LA LUTTE DES FEMMES

Certaines femmes de Rouen ayant participé à la marche du 6 octobre 79 à Paris, sont allées en délégation au siège de la fédération de Seine Maritime du P.C. pour rencontrer Roland Leroy et lui dire leur désapprobation sur la façon dont l'«Humanité» avait relaté la marche des femmes dans son édition du 8 octobre. On a refusé de les recevoir malgré le rendez-vous pris quinze jours auparavant. On les a injuriées et jetées dehors en les frappant (l'une d'elles a eu quarante jours d'arrêt de travail).

Lors de l'entrevue du 19 octobre 1979, avec Roland Leroy, la moitié de la délégation était formée de femmes appartenant à un parti politique: ce n'est pas un hasard! Nous sommes plusieurs femmes, organisées politiquement à être dans la lutte que mène aujourd'hui le mouvement des femmes contre le sexisme du P.C.F.

Notre identité de *femmes politiques* (d'un parti, en l'occurrence le P.S.U.) est pour certaines d'entre nous assez difficile à vivre. Le mouvement des femmes n'est ni unanime, ni unanimiste et ne semble cependant pas vouloir reconnaître notre identité; et cela à partir d'un consensus tacite anti-parti, recouvrant on ne sait trop quelles réalités. En fait, il ne semble malheureusement pas reconnu que nos voix puissent être plurielles: quand l'une d'entre nous parle, il est pénible d'entendre dire (par derrière!) selon l'image rituelle des partis conçus comme des blocs monolithiques: *le P.S.U. parle, le P.S.U. pense que, le P.S.U. magouille...* L'unique voie vers la libération des femmes n'est pas forcément de quitter les organisations politiques, et de les rejeter en bloc.

Le mouvement des femmes est et ne peut être révolutionnaire que s'il demeure un espace de liberté. Il est nécessaire que sans entraves, des idées germent, un autre mode d'expression se trouve... Nous comprenons que nombre de femmes soient *hantées* par le spectre de la manipulation, il faut effectivement être vigilantes. Nous sommes convaincues de la nécessaire autonomie du mouvement des femmes.

Mais par contre, il est indispensable pour le mouvement des femmes, au stade où il se trouve, d'accepter, d'une part que ses propres analyses permettent un débat dans les organisations, et d'autre part que les luttes qu'il a impulsé se trouvent élargies et reprises par le mouvement ouvrier. (Ex: droit à l'avortement). La dynamique créée par le mouvement des femmes doit provoquer (et provoque déjà) dans le mouvement ouvrier une prise de conscience plus claire de l'exploitation des femmes. Par ailleurs, les femmes qui auront fait (et font) par l'intermédiaire de leur organisation cette prise de conscience seront (sont) ensuite à même de renforcer le mouvement des femmes.

Par ailleurs, il appartient aux femmes qui sont dans des partis de dénoncer le sexisme qui existe à l'intérieur même de leur organisation, et de lutter contre celui-ci. Nous croyons pour notre part que cette lutte est efficace: l'expérience du secteur femmes du P.S.U. a prouvé qu'une évolution (certes

lente!) est possible. C'est en ce sens que nous sommes solidaires de la démarche faite par les féministes des autres organisations («Elles voient rouge», courant féministe du P.S....)

Dans le cas présent, c'est contre le sexisme du P.C.F. que nous luttons, et ceci pour plusieurs raisons. En effet, en participant à la délégation du 19 octobre, il était essentiel pour nous d'affirmer l'existence du mouvement des femmes face à l'une des composantes du mouvement ouvrier, le P.C.F. Par ailleurs, impliquées nous aussi dans la lutte contre le capitalisme, nous ne pouvons cautionner un parti dans lequel l'idéologie patriarcale trouve toute sa place (fonctionnement intérieur du P.C.F.); et nous ne considérons pas que les femmes en U.R.S.S. aient été libérées par la bureaucratie qui y règne. Nous considérons donc le présent procès comme un moyen privilégié de dénoncer les contradictions du P.C.F.: que des hommes puissent être responsables d'un parti qui se dit le parti de la libération de la femme, et en même temps puissent mépriser les femmes en les réduisant à des moins que rien - *de la chair à baiser, de la chair à cogner* - voilà qui en dit long!

Nous voulons donc par ce texte nous faire entendre en tant que femmes appartenant à un parti. Nous affirmons que la lutte contre le capitalisme et l'idéologie patriarcale doit être globale et que le militantisme politique permet de faire avancer ces luttes conjointement. Nous sommes en même temps totalement partie prenante du mouvement des femmes et convaincues de sa nécessaire autonomie.

Y-a-t-il vraiment contradiction?

Blandine
Christine
Elisabeth

ALTERNATIVES REGIONALES

A Lutterbach, nous n'avons pas attendu la réunion du Conseil des Ministres du 23 Janvier pour mettre en avant une politique alternative au nucléaire.

En effet, la municipalité a décidé de passer aux actes en exploitant la richesse fantastique du sous-sol alsacien: du pétrole? non... mais de l'eau chaude atteignant plus de 80°C au Nord de Mulhouse.

Des études préalables ont permis de connaître une série de données à partir de l'inventaire des besoins de chauffage et des nombreux foragespétroliers qui ont été faits depuis des dizaines d'années en Alsace. L'opération de géothermie s'avère tout à fait rentable pour chauffer les logements collectifs, les bâtiments publics (écoles, mairies, C.E.S., C.O.S.E.C....) et quelques usines.

L'année 1981 verra se concrétiser par un premier forage, puis un second, la possibilité pour les Lutterbachois de se chauffer en toute indépendance grâce à la géothermie, énergie disponible immédiatement et...renouvelable (grâce à la chaleur de la terre).

Mais qu'est-ce qui a donc motivé ainsi cette équipe municipale où se retrouvent des autogestionnaires, des écologistes, des militants syndicaux, des hommes et des femmes qui, depuis mars 1977, essaient de faire bouger les choses?

Essentiellement deux raisons: - la première, c'est que Fessenheim est à trente kilomètres de Lutterbach, la crise de l'énergie

étant à l'ordre du jour depuis quelque temps, le Maire, Roger Winterhalter, a ressorti le livre écrit par quelques camarades de la Fédération alsacienne du P.S.U.: «Le nucléaire contre l'Alsace». Ce livre propose des alternatives au nuclé + aire, et particulièrement pour l'Alsace, la géothermie.

- la seconde raison est une réponse à un autre grave problème qui a secoué toutes les couches politiques alsaciennes ces trois dernières années: l'injection des saumures en couches profondes (dont la grande oolithe). Or, la géothermie consiste justement à exploiter les réservoirs d'eau chaude que contient la grande oolithe.

Le Maire affirme d'ailleurs: «Nous avons lutté contre le tout nucléaire et contre les injections de saumure, nous luttons aussi pour quelque chose en donnant l'exemple pour aller vers une véritable indépendance énergétique grâce à la géothermie». Serait-ce la fin du tout-électrique/tout-nucléaire?

En tout cas, comme le dit Haroun Tazieff: «Dès aujourd'hui, on pourrait chauffer au minimum 60%, au maximum 90% de la France avec la géothermie... si le gouvernement le voulait!»

Alors Lutterbach?... Comme les autres opérations de géothermie, cela ne représente encore qu'une «petite goutte d'eau» et c'est la volonté politique qui nous rendra véritablement indépendants en matière d'énergie. Si le gouvernement en reste au stade, encore tout à fait verbal, face à son engagement démentiel pour le nucléaire, les militants à la base, notamment au niveau des municipalités, doivent imposer le changement de direction et proposer une véritable alternative au nucléaire.

Geneviève ANCEL
Fédé Haut-Rhin P.S.U.-F.E.A.
chargée du dossier «géothermie»
à la Mairie de Lutterbach

PLOGOFF

Une solution: grève du zèle nationale.

A l'initiative des élus P.S.U. de la ville des Ulis, (Essonne) le Conseil Municipal a voté une motion de soutien aux habitants de Plogoff et propose d'étudier avec la municipalité de Plogoff un appel national à la grève du zèle; motion ci dessous

Le bureau municipal de la ville des Ulis apporte son soutien à la population et à la municipalité de Plogoff en lutte contre la centrale nucléaire imposée par le pouvoir.

Nous rappelons que notre municipalité a invité toutes les communes de France à un geste d'opposition à la politique nucléaire telle qu'elle est menée par le pouvoir en l'absence de tout débat démocratique.

Nous souhaiterions étudier avec la municipalité de Plogoff un appel national à la grève du zèle des factures EDF pour créer un vaste mouvement de solidarité à votre lutte.

Les Ulis, le 1er Février.

A BRESSUIRE

Assemblée populaire de la section P.S.U. Nord-Deux-Sèvres, le LUNDI 18 FEVRIER à 20h30, au centre social (remise de carte, montage audio-visuel sur le P.S.U.) Présence indispensable des adhérents et sympathisants

MODE D'EMPLOI

QUI S'OCCUPE DE T.S. HEBDO ?

Le Comité de Rédaction, c'est à dire:
Marie Granger, Secrétaire de Rédaction
Robert Rival, Responsable de la Publication
Jean-Jacques Boilaroussie
Albert Rosse

CALENDRIER DE FABRICATION

VENDREDI 17h

Le Comité de Rédaction lit et trie l'ensemble des textes reçus, répartition entre nous pour résumer si nécessaire, mise en page du journal

LUNDI

Toute la journée.....composition du journal.

MARDI

Le matin on finit de composer, à midi, le journal est remis à l'imprimerie

MERCREDI

Dans la journée, tirage de T.S. à SYROS

JEUDI MATIN

T.S. Hebdo est prêt.... routage... et on recommence!

MODE D'EMPLOI

1/ Tous les textes doivent être reçus avant vendredi 17h

2/Ecrire lisiblement, mieux taper à la machine les articles.

3/Faire court!

4/S'armer de bonne humeur en cas de censure (scandaleuse...) ou de résumé

SOYEZ BREF! ON A PEU DE PLACE... Exemple:

Pour ce T.S., on a reçu l'équivalent de quarante pages dactylographiées pour en caser une dizaine.

ONT ÉTÉ SAUVAGEMENT RÉSUMÉS: Le texte informatique, les dossiers de Reims et Rochefort, etc...

ONT ÉTÉ RENVOYÉS A PLUS TARD: Un texte de Strasbourg, un de Limoges, une contribution au débat sur l'appel pour l'union dans les luttes de Nice. La rédaction essaiera d'indiquer chaque semaine tous les articles reçus, et de réondre aux auteurs en cas de non passage.

CONTACTS

La rédaction est prête à recevoir dans ses somptueux bureaux (3^e étage, rue Borromée) le vendredi après 17h. On peut aussi téléphoner à Marie Granger dans la journée (566.45.37)

ET SI ON VENDAIT T.S....

<i>Un coup d'oeil sur le budget</i>	
Dépenses:	
Salaires	30%
Fabrication Mensuel	40%
Fabrication Hebdo	20%
Frais divers	10%
Recettes:	
- Abonnements	68%
dont:	55%
adhérents	8%
extérieurs mensuel + hebdo	5%
mensuel seul	9%
- Vente au N°	6%
dont:	
vente militante	

et NMPP	3%)
- Publicité	3%
Subvention d'équilibre P.S.U.	20%

Les dépenses sont comprimées au plus juste grâce à une restructuration : nouvelle formule de l'hebdo fabriquée entièrement rue Borromée, et à la photocomposeuse qui petit à petit se mettra à faire la composition du mensuel.

Les recettes sont calculées sur l'hypothèse qui suppose en gros la reconduction de la situation fin 79. On peut espérer que l'avenir nous fera mentir. Cela dépend essentiellement de nous tous, car maintenant on ne peut plus accuser la qualité du journal...

Notre action doit donc viser à faire disparaître le déficit prévisible de 20%. Ce défi-

cit représente à peu près le tiers du déficit total P.S.U. + T.S. qui devra être comblé par la souscription des 10% et des ressources nouvelles. Si on vend T.S. : alors on diminuera d'autant le déficit du P.S.U. et on allègera d'autant la ponction sur les militants, les sections, les fédérations.

VENDRE T.S., FAIRE DES ABONNEMENTS, C'EST TROUVER DES RESSOURCES EXTERIEURES, c'est permettre un meilleur équilibre de tous les budgets.

Une promotion d'un journal ne se fait pas au coup par coup, il faut, comme dans toute campagne, élaborer une stratégie. Le national ne peut pas tout régler, par contre il peut aider, par du matériel adéquat (dépliant, affiche...) et des tarifs incitatifs, toutes les initiatives intéressantes. Alors réfléchissons et agissons.

Une idée : Le mois de mars, c'est presque le printemps, les beaux jours vont revenir, on a bientôt vingt ans... Pourquoi ne pas faire de descentes organisées sur les marchés, les lieux de passages, avec des panneaux : l'un avec l'affiche du XX^e (on pourrait vendre des posters), un autre panneau sur T.S.... et on vendrait le numéro du Mensuel Spécial XX^e anniversaire. Et s'il fait beau, une petite librairie ne ferait pas de mal.

On programme ça, dès maintenant, dans toutes les sections, toutes les fédérations, pour tout le mois de mars. UN MOIS DU P.S.U., sur les marchés, vers les gares... UN MOIS POUR T.S.

Vite, on a juste le temps de s'organiser pour trouver les panneaux de bois, commander le matériel et demander une petite librairie, sans oublier le livre sur les vingt ans du P.S.U. On pourrait aussi offrir à tout acheteur une carte de vœux.

En général en mars il y a des élections, c'est plutôt triste, là il n'y aurait que nous, le soleil et T.S. (comme Tout Solaire). Chiche! Et puis j'allais oublier la pétition nucléaire, à faire signer sur les marchés.

V. COMPARAT



Militant du P.S.U., refusant de rechercher des ressources extérieures...

LETTRE DU BUREAU POLITIQUE

Du 11 Février 1980

Présents: Bouchardeau, Lambert, Legaillarguet, Boislaroussie, Cimerman, Comparat, Ravenel, Regnier, Rival, Rosse, Rousseau, Leduc, Mousel, Schulbaum, Akoun.

PERMANENCES

Les membres du B.P. assureront à tour de rôle une permanence rue Borromée le samedi après-midi.

CALENDRIER

Mayenne (dernière semaine de février):

19/20 février, FNSEA:

29 Février, Paris 13^e:

1^e Mars, Vitry:

Du 9 au 15 Mars, en Bretagne:

Rosse

CNA

Comparat

Lalanne

Bouchardeau

PHOTOCOMPOSEUSE

La répartition du travail se fera par l'intermédiaire de G. Leprieur. Seuls seront acceptés les dossiers complets. T.S. reste prioritaire (frappe les lundis et mardis).

PRÉSIDENTIELLES

Un argumentaire a été préparé par la commission. Il est destiné à obtenir des signatures, et sera distribué aux secrétaires fédéraux le 1^e Mars.

Huguette effectuera une visite en Bretagne. Une tournée d'été est envisagée.

Une conférence de presse de lancement de la campagne (et d'annonce de la manif du 26 avril) aura lieu le 31 mars.

CONVENTION D'ÉTABLISSEMENT

Rue Borromée

Elle concerne l'ensemble des personnels, P.S.U., T.S., S.C.I., SYROS. Alignement sur les conventions du secteur presse. Grille des salaires ramenée à trois catégories. Un calendrier des congés du personnel doit être dressé afin d'assurer un fonctionnement permanent.

C.F.D.T.

Une réunion avec une délégation du Bureau Confédéral menée par Edmond Maire aura lieu le Mardi 19 Février. Les thèmes proposés par le P.S.U. sont : emploi, nucléaire, femmes, situation politique. Délégation du P.S.U. : Bouchardeau, Comparat, Depaquit, Lambert, Leduc, Rosse.

Le Bureau Politique du 18 Février débattera des mandats à donner à la délégation.

DEBAT

SUR LA CRISE DE LA GAUCHE

Leduc : Après la D.P., nous avons parlé de prendre des initiatives. Situation actuelle : crises internes au PCF et au PS, tentative de la LCR de faire main basse sur l'appel des 100. Nous situer autrement : avancer vers une nouvelle gauche en pesant sur la crise stratégique, programmatique et organisationnelle de la gauche. S'adresser aux animateurs de la pétition en termes de débat.

Schulbaum : Prendre des initiatives rapides pour ce débat.

Rousseau : Contradictions entre les signataires

Boislaroussie : L'appel regroupe des projets différents. Au PS, pas de contradiction avec la ligne Mitterrand. Contestataires du PC et syndicalistes plus intéressants.

Mousel : La campagne suscite une véritable discussion. Les gens signent en dialoguant. Donc importance de la présence du P.S.U. D'autres initiatives existent aussi (intergauche). Plutôt être présents dans ce qui existe que de lancer une initiative centrale.

Rousseau : En province, des réunions de signataires se développent.

Legaillarguet : Au Havre, nombreuses signatures, mais aussi sur l'initiative de la LCR. On ne s'y retrouve plus. Réunion pour clarifier dans le P.S.U.

Comparat : J'ai signé dans mon Conseil Municipal. Mais la question est: se pose-t-on la question d'une nouvelle force politique ou pas?

A suivi un échange de vue(s) sur la question du dépassement du PSU

SECTEUR ECOLE-FORMATION

A la suite de la réunion de la Commission Ecole-Formation du 9 Février, les décisions suivantes ont été prises :

1- Un PSU-Info paraîtra dans les quinze jours et rendra compte a) de l'analyse des réponses au questionnaire envoyé pour le week-end des 12/13 Janvier 80, b) du tour de table qui a eu lieu lors de ce week-end (synthèse), c) des propositions au sujet de l'alternance (projet Beullac-Ceyrac).

2- La commission présentera dans le prochain T.S. un article de réflexions-propositions sur le projet Beullac. Il permettra aux fédérations de faire des tracts sur ce thème, en fonction des réalités et de la mobilisation locale. Il nous a semblé qu'un tract national serait trop général et qu'il appartient aux fédérations, à partir de l'analyse de principe, d'adapter leurs interventions de manière plus précise.

3- Nous rappelons que le Secteur Ecole-Formation du P.S.U. rencontre la CFDT le Lundi 25 Février.

RAPPEL

Réunion nationale des secrétaires fédéraux le samedi 1^e Mars à 9 H.30 rue Borromée.

26 AVRIL

Des rencontres ont eu lieu avec le M.D.P.L. et le M.A.N. Des contacts sont pris avec la C.S.C.V., Les Amis de la Terre, le CEDETIM et les Amis de Témoignage Chrétien. Le M.D.P.L. est d'accord avec une initiative, mais souhaiterait des actions décentralisées et une campagne à long terme après la manifestation. Le M.A.N. est totalement d'accord avec notre proposition; il souhaite également des objectifs à plus long terme et s'associera à des comités locaux. La C.S.C.V. est intéressée et participera à une réunion avec les Amis de la Terre, le M.D.P.L. et le CEDETIM.

Affiches (P.S.U.) et badges (non signés) seront disponibles à la réunion des secrétaires fédéraux du 1^e Mars.

Boislaroussie : Les possibilités semblent grandes. Besoin d'une campagne dans T.S. Nécessité d'un groupe d'animation de la campagne en Région Parisienne (coordination des fédérations 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95 le mercredi 20 Février à 18 H. rue Borromée).

Cimerman : La réunion des organisations prêtes à participer au 26 doit être préparée. Peut-elle prendre des décisions? En effet, les organisations contactées n'ont pas toutes les mêmes positions, il faut définir nos objectifs.

Akoun : Poser à la C.F.D.T. la question de sa participation.

Rousseau : contacter le M.R.A.P.

Regnier : en discuter aussi avec la L.C.R.

Rosse : C'est un mauvais sujet pour renouer avec la L.C.R. (cf. sa position sur l'affaire afghane).

Ravenel : problèmes du S.P. à bien étudier. Penser à des articles de presse. Peut-on envisager une réunion des secrétaires des SECTIONS de la Région Parisienne. Après le 26 avril, campagne prolongée :

- contre la force de frappe et son extension,
- refus de la course aux armements nucléaires (URSS, USA)
- droit à l'autodétermination des peuples.

Bouchardeau : Par l'intermédiaire d'O.P.20, tenter d'éviter les débordements «autonomes».

Cimerman : Les problèmes de sécurité doivent entrer dans la négociation avec nos partenaires.

INFORMATIQUE

Une analyse de la loi sur les fichiers sera entreprise. Elle vise particulièrement les immi-grés. Information dans T.S. Demande de réunion de la Commission des Libertés (Ligue des Droits de l'Homme, syndicats, partis).

XX^e ANNIVERSAIRE

Nouveaux accords pour la participation : Charles Piaget, Robert Laffont.
19 Février après-midi, réunion de mise au point : Bouchardeau, Régnier, Rosse, Schulbaum.

EXPOSITION : à base d'affiches, photos, textes agrandis. Elle pourra tourner dans les fédés à partir de début avril.

LIP...LIP...LIP...

Les travailleurs de LIP en lutte pour leur emploi depuis 73 ont enfin quelques perspectives. Devant le blocage du Pouvoir et du Patronat, la seule possibilité d'aboutir semble celle de la coopérative ouvrière. Ce n'est certes pas la panacée, mais cela permet un déblocage et la réembauche étalée des travailleurs qui sont encore dans la lutte. En ce mois de février, les difficultés financières sont importantes. Les LIP auront du mal à assurer la paye de survie pour ce mois-ci. Nous appelons toutes les sections et fédérations à manifester leur solidarité une nouvelle fois en impulsant et en organisant des ventes de montres et de tous les produits fabriqués chez LIP. Ces ventes peuvent avoir lieu dans les usines, les mairies, sur les marchés. Adressez-vous soit directement à LIP (Commission popularisation), ou à la CNE qui transmettra.

Pour les 20 ans du P.S.U. les travailleurs de LIP nous fabriquent une «pendule-assiette» électrique à quartz. Fond blanc, avec sigle P.S.U., Notre Espoir a 20 Ans. Elle sera vendue autour de 160 F. la pièce et disponible au 15 mars. Vous pouvez passer vos commandes rue Borromée.

«L'UNION DANS LES LUTTES»

Le débat sur l'appel pour l'union dans les luttes continue... Envoyez vos contributions

Répondant à l'appel lancé par 100 militants du P.C., du P.S., et hors de ces partis, pour L'Union dans les Luttes nous sommes 300 à avoir signé une pétition, à l'initiative de 40 militants syndicalistes, pour affirmer la nécessité indispensable de l'unité dans l'action des organisations ouvrières et pour préciser l'objectif de cette unité : la lutte contre l'austérité et le gouvernement, la préparation d'une grève reconductible, tous ensemble.

Nous appelons les travailleurs et travailleuses de la Région Havraise à signer et à faire signer notre appel. Nous enverrons les signatures aux principaux quotidiens nationaux, aux organisations syndicales, CGT, CFDT, FEN, FO (Unions Locales, Unions Départementales, Confédérations), et aux partis ouvriers.

Nous développerons ou participerons, en commun avec tous ceux qui sont pour l'unité d'action, à toutes les actions unitaires dans les usines, les quartiers, les écoles.

(Appel de 300 travailleurs et travailleuses militants syndicalistes de la région havraise, pour l'unité ouvrière).

NUCLEAIRE

Dans le dernier Directives, une phrase indiquait que le P.S.U. allait rencontrer diverses organisations : «Le B.P. demande de rencontrer les diverses organisations concernées avant des prises de position du P.S.U. au plan national.»

La rédaction pouvait laisser supposer qu'il s'agissait des organisations signataires de la pétition. En fait, cette phrase se rapporte à la discussion sur la manifestation prévue à La Hague fin Juin, et ce sont les organisations qui préparent cette manifestation que le P.S.U. doit rencontrer.

DROGUE DOUCE

Un débat a eu lieu entre le secteur Jeunes, des représentants du secteur Santé et le B.P. T.S.Hebdo ouvrira ses colonnes aux différentes prises de position dans ce domaine.

Critique socialiste

EST PARUE
N° 36-37

CRITIQUE SOCIALISTE

Revue théorique du PSU



REPONSE A LA DECLARATION
DES MEMBRES DU B.P. DU COURANT 2
(cf. T.S. N°844)

DECLARATION DE 3 MEMBRES DU COURANT 2

(J.M. DEMALDENT, H. JAYET,
G. PETIOT, ex-membres du B.P.)

L'information selon laquelle des camarades qui ont défendu le texte 2, sans changer d'orientation, sont tentés, ou ont déjà décidé, de ne pas reprendre leur carte du P.S.U. cette année est exacte.

Ces départs nous paraissent inflirmer par eux-mêmes la déclaration des membres du B.P. qui ont voté le texte 2 selon laquelle les positions prises par le P.S.U. depuis Le Havre seraient satisfaisantes. La réduction des désaccords du courant 2 par ces mêmes camarades à l'existence « de certaines divergences n'empêchant pas le travail avec l'ensemble des adhérents du Parti » signifie, qu'on le veuille ou non, un ralliement à l'actuelle direction (courants 1 et 3) qui risque de contribuer à la multiplication des départs.

Pour notre part, nous continuerons à nous opposer résolument à sa marginalisation et au penchant présidentialiste de son noyau dirigeant. Avec tous les camarades du P.S.U. qui le souhaitent (courant 2 ou pas), avec ceux qui l'ont quitté ou risquent de le faire, avec tous ceux qui le désirent au sein du mouvement ouvrier, qu'ils soient partisans ou non d'un «troisième parti», nous nous efforcerons de favoriser le dialogue sous les formes les plus variées sur l'union dans les luttes et l'avenir du socialisme.

J.M. DEMALDENT
H. JAYET
G. PETIOT

NOTE

Les membres du B.P. du courant 2 refusent d'entamer une polémique à ce niveau, et appellent simplement l'ensemble des adhérents du Parti à reprendre leur carte 80.

J. ROUSSEAU
R. SCHULBAUM

C. CIMERMAN
P. REGNIER
A. ROSSE

PAS D'ACCORD !

Le texte qui suit est volontairement polémique, parce que pour se faire entendre, et comprendre, dans le parti, il faut crier fort. Et d'ailleurs ce n'est pas lui rendre service que de jouer à faire semblant !

Pour parler clair, au vu du programme annoncé à la DP de Janvier pour le 20ème anniversaire, je n'ai pas l'intention de venir à Paris ; non par désaccord sur le principe : militant depuis l'origine du PSU, je trouvais l'idée bonne au départ.

Mais d'une part, il s'agit d'une opération de prestige, où l'on s'efforce de rassembler des personnalités connues, qui viendront ainsi apporter une caution morale au PSU : on parlera de nous dans le Monde et Le Matin (voire dans le Figaro ?). Une belle brochure sera publiée (pour une diffusion de masse ? 100 F l'exemplaire!).

Mais surtout, comme d'habitude, on retombe dans la centralisation : le rôle des fédés sera d'organiser la venue du plus grand nombre possible de militants, chargés de faire de la figuration et d'applaudir les interventions des invités.

Evidemment, la présence des provinciaux est souhaitée, et on est même désireux de les montrer : « mais si, mon cher, nous avons même des Bretons ! et ils ne mordent pas ! »

Ainsi reparaît, une fois de plus, le divorce dans le parti entre les principes et la pratique : au PSU, on est pour l'autogestion, la décentralisation, on défend les minorités nationales. Mais de préférence à l'extérieur du Parti (comme on aime bien l'UDB !). Mais quand il s'agit de l'application, on en revient instinctivement au bon vieux centralisme jacobin : rien de sérieux ne peut se faire hors de Paris !

Il serait temps que les camarades responsables hexagons fassent un effort pour comprendre :

- ce qui se passe à Paris, dans un petit cercle d'intellectuels signataires d'appels et de pétitions, ne nous intéresse que médiocrement (l'échec de Maintenant ne leur a pas ouvert les yeux !);

- les militants des sections, les sympathisants auxquels nous nous adressons, à plus forte raison notre clientèle politique potentielle, ne se sentent que peu concernés par ces débats souvent trop abstraits : c'est pourquoi par exemple en Bretagne nous pouvons vendre notre mensuel Vivre au Pays bien plus facilement que TS ;

- il nous est difficile de trouver des volontaires (en dehors des intellectuels de service, comme moi !) qui accepte de participer à la DP, de venir aux colloques, conférences et autres convergences, et même de nous représenter aux congrès et conseils (où ils se sentent parfois mal à l'aise) ;

- si nous avons formé le PSU Bretagne et si nous avons obtenu, non sans mal, un statut particulier au sein du parti, ce n'est pas seulement pour des raisons folkloriques, nous aussi, camarades, nous sommes majeurs et capables de prendre des initiatives (par exemple le projet Alter Breton, dont entre parenthèses, TS ne semble pas très pressé de parler) !

- surtout qu'on ne voit pas dans ces remarques de l'amertume de notre part, c'est plutôt de l'agacement. Chers camarades hexagons, nous vous aimons bien quand même : et peut être finirez-vous par comprendre un jour comment nous voyons l'autogestion

Paul TREMINTIN, membre de la DP Bretonne et de la DP du PSU.

CALENDRIER INTERNE

ATTENTION! TRIBUNE SOCIALISTE MENSUEL

Très spécial

LE P.S.U. A 20 ANS

Sort le 29 février 1980. Il sera à la disposition des secrétaires et trésoriers fédéraux qui se réuniront rue Borromée les 1^{er} et 2 mars. Mais d'ores et déjà, les sections et chaque militant doit en prévoir une diffusion *exceptionnelle*

Ce numéro retracera à travers des photos, des affiches, des documents de presse et quelques articles de synthèse, 20 ans de la vie du P.S.U.. Ce sera un avant goût de l'album que nous sortons pour ce XX^e Anniversaire.

Prévoyez des ventes massives...

Songez aux amis qui vous demandent de temps en temps ce qu'a réalisé le P.S.U.... Offrez-le leur!

Ce numéro pourra être vendu pendant plusieurs mois, il devra faire partie de nos futures tables de presse

PASSEZ DÈS MAINTENANT DES COMMANDES !

COMMISSION INFORMATIQUE

La prochaine réunion de la commission informatique aura lieu le lundi 18 Février à 19h, 9 rue Borromée

Ordre du jour: dossier informatique pour T.S. mensuel

FÉDÉ DE PARIS

Samedi 8 mars 80, 14h à 22h30,

Dimanche 9 mars, 10h à 18h

à Nanterre, stage organisé par les fédés de Paris et Hauts-de-Seine, sur la *pratique des réunions*

Participation aux frais 50F

Inscription Fédé de Paris, 9 rue Borromée
OUVERT A TOUS

La fédé de Paris recherche pour stage, camarades capables d'initier aux formes d'expression telles que: marionnettes, clown, mime, théâtre...

Tel: Française, 566 45 37

P.T.T.

Réunion des militants P.S.U. travaillant aux PTT, le VENDREDI 22 FEVRIER, 20h, 9 rue Borromée

Ordre du jour proposé:

1- la crise de la gauche, comment elle est vécue, ses conséquences dans les syndicats, dans les rapports inter-syndicaux, l'appel des 100 aux PTT, l'intervention du parti dans le débat, etc...

2- Les propositions du P.S.U. dans le secteur PTT

3- L'organisation de la coordination.

Contact: PTT région parisienne/fédération P.S.U. de Paris, 9 rue Borromée 75015 Paris

WEEK-END NATIONAL

DU SECTEUR FEMMES

à Paris les 15 et 16 mars (dès 14h le 15 mars)

Nous n'avons pas abandonné le projet de tenir les week-end en province mais la réalisation pratique s'avère difficile dans l'immédiat (à suivre) une convocation suit.

Pensez à demander vos billets de congrès au secrétariat national.

RÉGION PARISIENNE

Sympathisants et membres du P.S.U., pour créer convergence sur la RATP, prendre contact avec la fédé de Paris, rue Borromée.

LES COMMISSIONS LIAISONS HORIZONTALES ET ORGANISATION

ont élaboré un questionnaire portant sur les structures, les secteurs d'intervention, la presse et les finances des fédérations.

Ce questionnaire sera envoyé à l'ensemble des fédérations avant le 15/2 et collectés auprès des secrétaires et trésoriers fédéraux réunis les 1^{er} et 2 mars. Ces renseignements sont indispensables pour la bonne marche du parti, suivi de l'implantation, circulation des expériences, et autres informations. Nous comptons sur le sérieux et la rapidité de vos réponses.

Liaisons horizontales - organisation prochaine réunion:

Mercredi 20/2 de 15h à 18h,
9 rue Borromée

VIENT DE PARAÎTRE
PSU DOC
N° 138

MINORITES NATIONALES OCCITANIE - CATALOGNE

1ex 5 F. franco
10ex 45 F. franco
20ex 80 F. franco
Abonnements : 40 F. les 10 N°
Chèques à l'ordre de SYROS,
9, rue Borromée 75015 PARIS
C.C.P. 19 706 28 PARIS

9 JOURS A REIMS

Un Comité de Chômeur qui dérange
Récemment créé, le comité de lutte contre le chômage a pour but de regrouper tous les chômeurs, afin qu'ils puissent débattre et combattre, pour régler leurs problèmes.

Jeudi 24 Janvier fin de réunion du conseil municipal (PC, PS, MRG, PSU) un membre du Comité de Lutte demande la parole : après une demande auprès de la municipalité pour obtenir un local permanent et faute de réponse positive - les chômeurs squattent un local appartenant à la municipalité. Tout en rappelant que le comité a pour cible Giscard/Barre et le Patronat leur porte-parole demande à s'installer définitivement dans le local.

Le maire communiste Claude Lamblin rappelle l'action de la municipalité en faveur des chômeurs mais refuse leur demande de local et leur conseille l'utilisation des salles municipales (à la soirée) ou la Maison des Syndicats.

Les socialistes se taisent et seul Claude Sylvestre intervient au nom des élus P.S.U. pour soutenir la demande du comité en déclarant notamment trouver lamentable qu'on ne leur donne pas ce petit moyen de s'organiser. Il s'agit là d'un choix politique essentiel pour le P.S.U.

LA MARCHÉ DES OBJEC-TEURS INTERROMPUE...

Lundi 28 Janvier : les objecteurs (OP 20), en route pour la Hollande font halte à Reims.

Au cours d'une manifestation et d'un meeting ils dénoncent l'arbitrage de la commission juridictionnelle chargée de juger leur sincérité et qui refuse d'accéder à leurs demandes collectives de statut.

Mardi 29 Janvier : les objecteurs reprennent la route mais passant devant la caserne Jeanne d'Arc se jettent dans la gueule du loup en pénétrant dans l'enceinte militaire et sont embarqués par la police et la gendarmerie puis relâchés en début de soirée

Dans une motion présentée par les élus PS et PSU le conseil municipal de Reims précise qu'il ne saurait tolérer que l'objection de conscience serve de terrain et de prétexte à une répression en direction des jeunes, exprime sa solidarité et leur promet le meilleur accueil.

Mercredi 30 Janvier : tout est bien qui finit bien la marche continue son chemin.

Vendredi 1er Février : la section de Reims tient une assemblée générale : en débat, la campagne sur les alternatives régionales en matière d'emploi et d'énergie, les 20 ans du P.S.U. et la venue de H. Bouchardeau à Reims le 7 Mars, les présidentielles et la collecte de signatures de parrainage.

FETE LE MUR DE LA SOUS PREFECTURE

Samedi 2 Février : les Amis de la Terre et le P.S.U. ont décidé de réagir et de protester contre la loi de Décembre 79 con-

tre la liberté d'affichage. Vers 14 h 30 quelques militants se retrouvent devant la sous préfecture et l'ornent d'affiches et de bandeaux en forme de faire-part de décès. Un photographe de la presse locale était au rendez vous... mais il n'y avait pas de policiers en faction ce jour là.

D'après un dossier d'Alain Gaillard, section de Reims.

PÉTITION NATIONALE CONTRE LE NUCLÉAIRE

La campagne se poursuit jusqu'à la fin mars.
FAITES PARTOUT SIGNER LA PÉTITION!
Et faites la remonter 9 rue Borromée!
(chaque organisation centralise ses pétitions)

MASSY

Si la vie locale vous intéresse, si la démocratie, et même l'autogestion, au niveau des affaires municipales vous interroge, alors précipitez-vous!
1977, 1978, 1979, TROIS ANNÉES AU CONSEIL MUNICIPAL DE MASSY, vues par A. Guérin et G.le Roux, élu(e)s autogestionnaires P.S.U.

sur commande (avec un chèque de 15f) à :
Annette GUERIN, 19 rue Jolot Curie,
91300 MASSY
et en vente à la librairie SYROS, rue Borromée

CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE

En raison des vacances de février, la séance du 12 février a été reportée au **MARDI 19 FEVRIER à 20h**

AUTOGESTION ET SOCIALISME

Avec Victor LEDUC
A la FIAP, 30 rue Cabanis, Paris XIII^e

SECTEUR SANTE

Dans le cadre des propositions faites par le P.S.U. pour un autre système de santé: la gratuité des soins et l'emploi était à l'ordre du jour de la réunion du 19/1/80.

Nous entendions poser par là le problème du devenir des personnels de la sécurité sociale (en particulier des centres de paiement) et des mutuelles:

Il nous est apparu important de développer des secteurs inexistants tels que la prévention, l'épidémiologie, l'information sanitaire, les services de soins à domiciles, ce qui permettrait ainsi, une meilleure prise en charge des problèmes de santé de la population et par la population, et serait de plus, une source non négligeable d'emplois.

De multiples questions se posent encore:

- Le devenir de la pharmacie,
- le mode de financement des nouvelles structures sanitaires (impôt, ou budget sécurité sociale?)

- Le contrôle populaire sur la santé,

- le secteur psychiatrique,

- L'hôpital,

et bien d'autres encore...

Nous continuerons à débattre de ces questions à la prochaine réunion du secteur santé/social qui aura lieu le 16 février à 10h, rue Borromée, Paris 75015

Si vous ne pouvez vous y rendre, faites nous parvenir vos éléments de réflexion, expériences documentation sur ces sujets en écrivant au:

Secteur santé/social, P.S.U., 9 rue Borromée Paris 15^e

L'INFORMATISATION CONTRE LA SOCIÉTÉ

Une confrontation entre militants informaticiens et non informaticiens étant organisée les 8/9 Décembre par 12 revues *avec 3 objectifs :

- confrontation des réflexions et expériences de lutte,

- contribution au développement d'un courant civique de l'informatisation,
- amorce d'un débat sur les axes de luttes, d'actions et de pratiques alternatives.

400 participant(e)s de divers horizons ont donc débattu. Satisfaction pour ceux qui étaient en quête d'informations, réaction plus mitigée de ceux qui réfléchissent depuis plusieurs années à l'informatisation de la société.

La participation de beaucoup de femmes a démontré qu'en première ligne face à l'informatisation (en particulier dans le tertiaire), elles souhaitent sortir des seuls problèmes où certain(e)s voudront les cantonner (avortement, contraception).

Les luttes contre le projet «GAMIN» et contre les écrans de visualisation (aux chéquers postaux, dans la presse, aux assurances...) ont eu la vedette. Ces luttes ont été défensives. Faut-il faire des contre-propositions offensives et suivre les partisans d'une « informatique différente » même si peu de propositions prévues ont été faites dans ce sens.

Un révélateur les clivages entre les tenants d'une « informatique différente » et les anti-informatiques (comme il y a des anti-nucléaires) n'ont pas été résolus. C'est plutôt la nécessité d'une étude plus fine des risques qui s'est imposée. Raison principale: les problèmes soulevés sont disparates: conditions de travail, déqualification du plus grand nombre, pénibilité du travail, atteinte aux libertés, mais à l'inverse sentiment d'indépendance, de nouvelles responsabilités et de valorisations par le biais de l'ordinateur. L'informatique révèle ou accentue les contradictions, des tensions, des tendances plus qu'elle ne met en place des conditions entièrement nouvelles. Ce constat ne doit cependant pas occulter les problèmes spécifiques de l'informatique normalisatrice et centralisatrice outil de/du pouvoir.

Et maintenant donc beaucoup de questions en suspens, mais aussi un débat qui s'est affiné et doit s'enrichir des apports de lecteurs de T.S.

Le P.S.U., partie prenante d'initiatives unitaires nées de la rencontre des 8/9 Décembre *doit aussi continuer un travail spécifique sur l'informatique. Ce travail concerne tous les secteurs d'intervention du parti.

D'après un dossier de la Commission Informatique P.S.U.

(pour tout contact : écrire à la Commission - 9 rue Borromée 75015 PARIS)

*Collectif d'organisation : Cahiers du Féminisme, Communisme, Critique Communiste, Critique de l'Economie Politique, Critique Socialiste, Dialectiques, L'Economie en Questions, L'Étincelle, la Gueule Oouverte, Partis- Pris, Remue Ménage, la Revue d'en Face.

REUNION DÉBAT

Vendredi 22 février, avec Claude Bourdet, sur la situation internationale 20h30, Bourse du Travail, 8 rue Suger à SAINT DENIS

NOISY LE SEC

Démocratie locale et autogestion avec le film: *La ville à prendre* le 22 février à 20h30, à la mairie.

CANARD DU 13^e

Le DIMANCHE 24 FEVRIER, de 15h à minuit, le Canard du 13^e organise au théâtre Dunois, 28 rue Dunois, Paris 13^e, une journée consacrée aux réfugiés du Sud-Est Asiatique, au programme de cette journée: dans l'après-midi des débats sur la politique française d'accueil des réfugiés et sur les problèmes soulevés par leur insertion (scolarité, emploi...) et dans la soirée, un buffet et un concert avec le «groupe de musiciens et chanteurs traditionnels LAOS»

LE NUCLÉAIRE

ON PEUT S'EN PASSER

Montage diapo sonorisé sur la politique énergétique, les énergies nouvelles, le projet ALTER... intitulé: **OUI LE NUCLEAIRE ON PEUT S'EN PASSER**

100 diapos -(une partie des diapos peut être remplacée par des diapos locales)- une bande son - un texte (durée 20mn) - peut servir pour des réunions publiques. Pour faire signer la pétition, pour commencer ou présenter un travail sur les alternatives régionales.

Prix: 250f, quatre montages sont disponibles. D'autres peuvent être reproduits sur demande. Vente aux fédérations ou groupe de fédérations qui pourront le prêter ou le louer aux sections
Commandes à passer chez RIEDACKER, 29 avenue du Breuil 54280 SEICHAMPS

N.B. Le groupe montage diapo voudrait s'élargir, que les personnes intéressées par un travail dans ce secteur (rédaction de scénarios - photographie - spécialistes de bandes sons - personnes ayant une bonne diction...) se faire connaître auprès de RIEDACKER

ROCHEFORT

La section P.S.U. de Rochefort organisera un certain nombre de rencontres dont voici le calendrier pour le premier semestre 80:

VENDREDI 15 FEVRIER

«6 heures avec le P.S.U.» de 18h à 24h, salle Pierre Loti, salon de la Bourse.

VENDREDI 21 MARS

Six heures sur les problèmes internationaux» de 18h à 24h, maison des syndicats.

VENDREDI 25 AVRIL

«6 heures sur l'emploi» de 18h à 24h, maison des syndicats

VENDREDI 30 MAI

«6 heures sur les libertés» de 18h à 24h salle P.Loti, salon de la Bourse.

COURANT JUIN: FETE LOCALE DE L'AUTOGESTION

MON OEIL

Bande video 1/2 pouce de trente minutes, produite par le collectif du 6 octobre et réalisé par des femmes.

Cette bande fait revivre cette marche avec plaisir à celles qui y ont participé, et montre assez bien à celles qui n'ont pu y aller ce qu'elle fut.

Elle peut servir à des débats sur le mouvement des femmes.

Diffusion Mon Oeil

20, rue d'Alembert, 75014

327.69.00

L'AFFICHAGE A ROCHEFORT C'EST PAS TRISTE!

Rochefort est une petite ville de Charente Maritime. Municipalité sans étiquette, objectif: une ville thermale, de repos, etc. Il s'agit de maintenir la vie en vase clos, vie alimentée par la présence d'une garnison... et la prochaine installation d'une caserne de C.R.S.! Le tout agrémenté par la propreté et l'environnement style la Rochelle.

Lors des dernières municipales, le maire a eu pour dada la lutte contre l'affichage, première pollution: il plante une douzaine de panneaux de libre expression (pour plus de trente mille habitants) et interdit tout affichage en dehors.

Réunion des organisations: P.C., P.S. et syndicats acceptent la *pause panneaux*. La section P.S.U. annonce qu'elle continuera l'affichage sauvage, Avec la nouvelle loi contre le droit d'expression sur les murs, la municipalité reprend l'offensive.

24 Janvier : lettre du Maire à un militant P.S.U. : *J'ai été informé par le commissariat de police que vous étiez l'un des auteurs des affiches P.S.U. collées sur un mur de l'Hôtel de Ville (...) je vous signale que l'affichage*

sauvage est prohibé sur le territoire de la Commune (...) j'ose espérer que vous daignerez à l'avenir utiliser les emplacements réglementés.

Réponse de la section : *La politique que vous menez est celle de l'argent qui permet de censurer les formations extra-parlementaires, qui n'ont pas droit aux médias; en banalisant l'espace informatif, vous interdisez toute expression (...) La section P.S.U. de Rochefort appelle les travailleurs, la population de Rochefort et leurs organisations à se mobiliser face à cette situation.*

D'après un dossier de la Section P.S.U. Rochefort (17)

SOLIDARITE AVEC J.P. VIGIER

A la suite des menaces et tentative d'assassinat dont a été l'objet le physicien Jean Pierre VIGIER, une quarantaine de personnalités ont signé un appel public et solennel à l'ensemble des forces démocratiques françaises, afin précise-t-il entr'autres qu'elles manifestent leur solidarité avec J.P., VIGIER et s'engagent à tout mettre en œuvre pour que son intégrité physique soit préservée...

Après avoir rappelé que la campagne d'intimidation et d'agression dont le physicien Jean Pierre VIGIER est l'objet s'est aggravée depuis qu'il a gagné son procès en diffamation contre M. Gérard de Villiers et Paris Match, et qu'aux menaces de mort adressées-téléphoniquement par le «Réseau Honneur de la Police», à la surveillance constante dont il est l'objet de la part d'individus non identifiés, s'est ajoutée récemment une tentative d'assassinat, l'appel souligne que ces faits semblent similaires à ceux qui ont précédé plusieurs assassinats politiques de ces dernières années, et en particulier, ceux de LaidSebaï, Henri Curiel et Pierre Godman. De plus, certaines caractéristiques de ces meurtres incitent à penser que leurs auteurs (ou leurs instigateurs), pourraient être les mêmes que ceux qui menacent actuellement la vie de Jean Pierre VIGIER.

L'appel termine en invitant toutes les personnes qui ont pu faire l'objet de menaces pour raisons politiques, ou qui auraient connaissance de faits concrets liés à ces campagnes d'intimidation, à communiquer ces informations à l'Association Henri Curiel (4, rue Rollin, 75005 PARIS, Tel. 633.21.25).

tribune socialiste **HEBDO**

HEBDOMADAIRE DU P.S.U.

Secrétariat : Marie Granger.

Maquette et collaboration technique : Régis Cojranne

Rédaction : tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37

Directeur de la publication : Victor Leduc

Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris

Numéro de la commission paritaire: 620 32

PHOTOCOMPOSITION, IMPRIMERIE:

Editions SYROS, 9, rue Borromée, 75015 Paris, Tel: 566.45.37

bulletin d'abonnement

couplé (TS-hebdo et mensuel)

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

Nom Prénom

Adresse

Profession

Code postal Ville

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1) à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826.65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.
(1) Cocher la case correspondante.